

regelt, een grote rol toebedeeld kregen of konden spelen. Ook de rolinvulling van de staat wordt anders, waarbij hij behalve marktmeester ook initiator van markten wordt zoals bij de handel in emissierechten. De bijdragen over de oppositie tegen het opleggen van een bepaald IT-model aan artsen toont het belang van door de staat doorgevoerde grootschalige informatisering als voorwaarde en opportuiniteit voor marktcreatie.

Hoewel deze bundel zich aandient als een eerste verkenning en dus geen volledigheid ambieert, zijn er toch domeinen waarvan het jammer is dat ze niet meer aandacht krijgen. Dat is zo voor de rol van de pers die, zo toont internationaal onderzoek aan, van groot belang was voor de verspreiding van neoliberale opvattingen. Bepaalde artikelen zijn in sterke mate gebaseerd op journalistieke bronnen zoals de boeken van Hugo De Ridder en focussen op de rol van elites in organisaties. Dit is zeker te verantwoorden vanuit het onderzoeksperspectief van de *consociational democracy*, die aan de zuilelites een cruciale rol toebedeelt in de politieke besluitvorming, maar daardoor blijft de interne oppositie wat uit beeld. Het is mede de mate waarin die niet meer kon wegen op de besluitvorming die doorbraken van nieuwe paradigma's zoals het neoliberalisme verklaart. De auteurs hebben een goed zicht op de literatuur, maar toch zijn er enkele lacunes. In de publicaties van Alain Meynen werden bijvoorbeeld eerder al gelijklopende bevindingen of hypothesen geformuleerd. Deze randbemerkingen doen weinig af aan de kwaliteiten van dit boek. Het opzet van het werk om een onderzoeksagenda over het neoliberalisme in België te openen is zeker geslaagd. Ook historici kunnen hier een rol in spelen. Wie zich daartoe geroepen voelt heeft met deze bundel alvast een stevige conceptuele basis.

Dirk Luyten

PETER STABEL, JEROEN PUTTEVILS

***Voltooid verleden, onvoltooid geschiedenis: een essay over geschiedenis en identiteit***

Brussel, ASP, 2023, 255 p.

Cet essai est remarquable à plus d'un titre. Il est de notoriété publique que les historiens ne s'attardent que rarement, voire jamais, sur les questions théo-

riques. Rédigé avec élégance, l'essai tente de relever ce défi. Il s'assigne pour objectif de s'adresser à la fois au public universitaire et au grand public. Les réflexions critiques sur le rôle de l'historien dans la société sont devenues rares depuis l'ouvrage délicieusement provocateur «De vreugde van Houssaye» (1992) de Jo Tollebeek et Tom Verschaffel ou le «Vertige de l'historien» (1998) de Jean Stengers. Ces deux publications s'inscrivaient pleinement dans l'héritage historiographique de la crise beaucoup plus large du structuralisme remontant aux années 1970. Les notions distinctes de «postmodernisme», de «poststructuralisme» et de «tournant linguistique» remettaient en question la relation entre les sciences humaines et la réalité extradiscursive. L'histoire a dès lors toujours eu un rapport difficile avec ce que Georg Iggers a nommé «le défi postmoderne». Le concept de «sensation historique» de Huizinga (Tollebeek & Verschaffel) et la place du hasard dans les événements et la disponibilité des sources (Stengers) ont en quelque sorte été considérés comme des voies de contournement de cette crise en «rendant au passé l'incertitude de l'avenir» (Raymond Aron). Les liens autrefois évidents entre l'historien et les fonctions sociales et politiques de son sujet d'étude se sont alors relâchés. Les historiens devaient soit revoir leurs ambitions à la baisse (Stengers), soit presque écrire 'l'histoire pour l'histoire' (Tollebeek & Verschaffel). À l'aube du 21<sup>e</sup> siècle, cela s'apparente à une volte-face. Els Witte a en effet expliqué de manière convaincante (*Voor vrede, democratie, wereldburgerschap en Europa*, 2009) comment, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'écriture de l'histoire s'est progressivement imbriquée dans ce qu'elle a appelé «les projets politiques et idéologiques de l'après-guerre». Lorsque ces projets ont été soumis à un examen critique, dans le dernier quart du 20<sup>e</sup> siècle, certains historiens ont été confrontés à une véritable crise existentielle. Cette histoire fascinante reste à écrire et ne se limite évidemment pas à la Belgique. Elle est cependant intimement liée à d'importantes évolutions institutionnelles et sociétales telles que l'avènement de la Belgique en tant qu'État fédéral ou la dépillarisation (pluralisme soutenu par l'État). Parallèlement à des développements internationaux beaucoup

plus larges, ils continuent sans doute à façonner et à reconfigurer le rôle sociétal de l'histoire et des historiens professionnels jusqu'à aujourd'hui.

Mais revenons à «*Voltooid verleden, onvoltooid geschiedenis*». Le livre trouve son origine dans le cheminement personnel de Peter Stabel (UA). En août 2022, il reçoit un courriel avec des menaces de mort de la part d'un nationaliste flamand d'extrême droite. L'auteur du courriel y affirme que «*les historiens ne doivent pas trop se poser de questions*» et «*doivent simplement croire que cela s'est passé comme ça, donc que c'est vrai*». Tout cela pousse Peter Stabel à écrire un blog post intitulé «*Geschiedenis en identiteit: een persoonlijke confrontatie*» en février 2023. Il y est question de «*Het verhaal van Vlaanderen*», mais également de ce que l'on appelle le «*canon flamand*» lancé par le gouvernement flamand en mai 2023.

Dans son blog post, Stabel avance l'argument difficilement réfutable selon lequel l'histoire ne se prête pas à une seule revendication de «*vérité*» ou d'interprétation et dénonce également l'instrumentalisation politique de l'histoire. En particulier, le rôle qui est assigné à l'histoire dans la constitution d'une soi-disant «*mémoire collective flamande*». Face à cette construction identitaire, et à toute finalité politique, Stabel postule la constante remise en question critique. Faisant en partie écho au discours pondéré de Stengers (sans cependant en référer à Stengers ou au concept de hasard), le champ d'action de l'historien est «*le doute sur l'inaccessible vérité historique*». Il s'agit là de choses qui sont probablement évidentes pour la majorité des historiens/historiennes aujourd'hui. Dans *Voltooid verleden, onvoltooid geschiedenis* par contre, les historiens sont encouragés «*à se laisser inspirer par des romans*» portant sur l'époque sur laquelle ils travaillent, voire même «*par la fiction tout court, puisque les historiens construisent également des récits*» et lire la fiction «*aide à devenir un meilleur narrateur*» (p. 222). En flagrante contradiction avec leurs collègues au tournant du siècle, l'histoire - considérée comme un «*récit historique*» - n'accomplit tout de même «*son rôle qu'en étant une science émancipatoire*» (p. 209). Nous y reviendrons.

Composé de huit chapitres, *Voltooid verleden, onvoltooid geschiedenis* est textuellement basé sur le blog post tout en le développant considérablement. Le débat sociétal autour du canon y est largement contextualisé et analysé (chapitres 1-3). Des questions d'ordre plutôt théorique voire méthodologique sont également abordées. Les identités sont bien-sûr multiples et mouvantes et échappent à toute réduction identitaire (chapitre 2). Les principaux développements de l'histoire de l'historiographie sont ensuite abordés (chapitre 4). Certes, les historiens ont progressivement intégré des concepts tels que la notion de «*discours*» ou la critique féministe et postcoloniale. Ils «*se gardent*» bien évidemment dans le même temps «*loin du relativisme qui marque les vrais historiens postmodernes*» (p. 120). Il y a tout de même lieu de se poser la question de l'identité de ces «*vrais historiens postmodernes*». Les auteurs mettent également et à juste titre en question un enseignement de l'histoire qui ne promeut pas la problématisation des faits historiques. Ils abordent également de manière intéressante la question de savoir comment le numérique a transformé la pratique de l'histoire, ces vingt dernières années (chapitre 6).

Contrairement à Tollebeek, Verschaffel et Stengers, mais sans qu'ils le sachent, les auteurs insistent sur l'idée que «*l'histoire est toujours un dialogue entre le présent et le passé*». Ils ajoutent que, «*par son sujet, chaque historien s'occupe également de la politique, vu que l'être humain est analysé dans son contexte sociétal*» (pp. 143-144). L'histoire est même littéralement considérée comme «*une mission, avec cette nuance, que les historiens regardent vers le passé avec le regard sur le présent et donc aussi le futur*» (p. 215). Les historiens de notre époque sont donc amenés à expliciter les choix effectués lors de leurs recherches, de «*montrer leur cuisine interne*» dans le débat sociétal. Par contre, «*il n'en est apparemment pas de même pour le secteur du patrimoine*» (erfgoedsector) en Flandre. En ce domaine, les auteurs se focalisent étonnement sur le seul patrimoine dit «*matériel*» (p. 145). Au niveau institutionnel, ils se limitent également à une référence au ministre flamand du patrimoine immobilier (onroerend erfgoed) Matthias Diependaele (NVA).

L'institutionnalisation, en Flandre, de ce que l'on a coutume d'appeler le « patrimoine culturel immatériel » (*immaterieel cultureel erfgoed*) n'est en revanche mentionné à aucun endroit de l'essai. Cette évolution absolument majeure de ces dernières décennies, pourrait pourtant permettre de mieux cibler les défis que pose le projet de nation flamande aux historiens. Un projet dans lequel ils sont, bien entendu, directement impliqués et ceci bien avant que ne fassent tellement fureur les projets de « canon » ou « *Het verhaal van Vlaanderen* ».

Ceci nous renvoie au début de ce compte-rendu. En Flandre, régionalisation et déparlisation combinées aux démarches de l'UNESCO (2003), ont effet conduit au développement du secteur dit du patrimoine culturel immatériel (*Erfgoeddecreet*, 2004). Cette évolution mériterait de plus longs développements qu'il n'y a pas lieu de formuler ici. Loin de moi d'ailleurs l'idée de mener un combat d'arrière-garde. Je veux juste démontrer à quel point cette notion du « patrimoine culturel immatériel » est devenue complètement hégémonique en Flandre et ceci en à peine deux décennies. L'évidence avec laquelle est utilisé ce langage à travers l'essai en atteste (p. 160, pp. 233-234).

Je me permets tout de même d'en esquisser brièvement le contexte politique et culturel. Au tournant du siècle déjà, le sociologue Pascal Gielen (UA), a lié cette évolution à un glissement de l'Art (avec majuscule) vers une conception plutôt anthropologique de la culture avec pour objectif l'effet de cohésion sociale et donc finalement de légitimation du pouvoir politique. Cette évolution est compatible avec un discours sur 'l'industrie culturelle' mais également, et ceci pourrait intéresser les auteurs, avec l'édification de la nation. En vue de mieux accomplir cette tâche, l'ensemble du secteur du patrimoine pratique d'ailleurs depuis bien longtemps le soi-disant « polyphonie » (*meerstemmigheid*), mis en avant avec trop d'aplomb par les auteurs (p. 218).

En 2006, l'historien Bert De Munck (UA) publiait un billet d'opinion dans *De Standaard*. Son titre

ne manquait pas de clarté 'Geschiedenis is meer dan erfgoed'. Apparemment, l'institutionnalisation (académique) du secteur a pris ultérieurement une telle ampleur que ses collègues ne jugeaient même pas digne de mentionner en 2023. Ce processus a pourtant eu, entre autres, des conséquences considérables pour ce que l'on appelle le 'métier' d'historien. Les « *erfgoedwerkers* » (p. 233) en général ne sont pas considérés comme des scientifiques, comme le sont, par exemple jusqu'à présent, les archivistes de l'État. Il me semble que le défi postmoderne a conduit quelques historiens au moins à se retrancher, ces dernières décennies, derrière un nouveau « régime d'historicité » (François Hartog). Loin de "rendre au passé l'incertitude de l'avenir" le paradigme patrimonial postule un présentisme et un passé qui ne passe pas. Il me semble légitime de considérer avec bienveillance la mission émancipatoire de l'histoire dont parlent les auteurs presque avec exaltation. Je ne vois cependant pas vraiment à quoi d'autre pourrait contribuer l'histoire, en tant que « récit historique », qu'à la cohésion sociale à l'échelon flamand et européen ou à l'édification sous une forme inclusive d'une « Europe des régions ».

Une histoire qui se veut émancipatoire remet les soi-disant 'identités', toujours multiples, dans leur contexte politique, socio-économique et culturel.

Enfin, j'applaudis des deux mains la remarque que « l'horizon de l'historien ne s'arrête pas à la frontière linguistique ou à la Flandre » (p. 222). C'est autant plus regrettable que le seul historien belge francophone qui figure parmi une centaine de références soit Henri Pirenne (p. 66), « le grand-maître gantois de l'histoire ». Tout compte fait, l'implication des historiens dans l'édification de la nation flamande n'a de toute évidence pas commencé avec le « canon » ou « *Het Verhaal* ». C'est tout de même grâce à cette approche critique que cette édification est aujourd'hui « polyphonique » et donc encore plus efficace. Les auteurs s'en estiment sans doute heureux.

**Widukind De Ridder**